



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/La-democratie-face-a-l-economisme>

RÉFLEXIONS

# La démocratie face à l'économisme

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2004 - N° 1044 - juin 2004 -

Date de mise en ligne : lundi 6 novembre 2006

Date de parution : juin 2004

---

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

---

La démocratie ne peut s'exercer pleinement que si un minimum de conditions politiques, économiques, sociales, environnementales sont réunies.

De 1944 à 1974, le développement rapide de l'économie (les "Trente Glorieuses") a fait naître l'espoir d'un renforcement de la démocratie. Espoir brutalement déçu : en 1973-1974, l'économie mondiale plonge dans l'instabilité avec le premier grand choc pétrolier et l'effondrement du système monétaire international (abandon des accords de Bretton Woods de 1944) par la généralisation du flottement des monnaies.

Si les années d'après-guerre connaissent la mise en place de grands objectifs planificateurs communs, la réduction espérée des inégalités par le développement des avantages sociaux, le triomphe de la société de consommation et une économie relativement indépendante vis-à-vis de l'extérieur, l'année 1983 en France marque un tournant hautement symbolique : l'abdication du gouvernement Mauroy en raison de son incapacité à proposer une alternative à l'idéologie libérale portée par la globalisation de l'économie.

Face à la montée du "tout économisme" à l'échelle planétaire et, corollairement, à l'échelle européenne, la marge de manoeuvre de l'État-nation se trouve de plus en plus réduite :

" économies dépendantes de mécanismes qui lui échappent : Banque centrale européenne, fusions d'entreprises et négociations commerciales mondialisées, marche non maîtrisable vers une croissance zéro ;

" perte progressive de pouvoir des exécutifs nationaux, non interventionnisme comme bonne façon de gouverner et, prochainement, perte d'indépendance par la mise en place d'une Constitution européenne au-dessus de la Constitution française ;

" impuissance des politiques à régler les problèmes liés à l'exclusion, la pauvreté et la montée des inégalités.

Bref, les gouvernements n'ayant plus de politique propre, le vote démocratique perd de sa valeur, mettant ainsi en péril les fondements mêmes de nos démocraties.

Ce danger provoque la naissance d'une *société civile*. Des individus mieux formés, plus critiques et plus exigeants n'ont plus qu'une confiance limitée en la démocratie représentative (on vote plutôt "contre" que "pour") et résistent à la régression de la démocratie en mettant en place une *démocratie du quotidien* par la définition de projets mobilisateurs et par la réalisation d'actions concrètes. C'est ainsi que, progressivement, l'on voit s'élaborer des services au plus près des individus, se déterminer une bonne part des conditions de vie et d'environnement de chacun, se discuter et s'arbitrer les finalités du système productif. Il s'agit, en quelque sorte, de réactiver la démocratie à la base.

Combat difficile, car à échéance très longue et aux multiples péripéties. Combat à l'issue incertaine : une démocratie qui ne progresse pas régresse.